

3IRC 2018 - 2021

# Le projet européen

Exposé d'économie

*"Mon objectif est de rêver qu'un jour nous puissions  
applaudir les États-Unis de l'Europe." Konrad Adenauer*

BAPTISTE CELERIER  
CLEMENT CUVILLIER  
ANTONIN GUYOT  
MAXIME FRELIN  
ALEXI KROCHMALUK

## I. Table des matières

II.	Introduction.....	3
III.	Qu'est-ce que l'Union Européenne .....	4
1.	Le projet d'une Europe politique depuis 1948.....	4
	La construction d'une Europe politique commence avec le congrès de La Haye.....	4
	La naissance de la CEE .....	5
	Agrandissement progressif du projet européen .....	6
2.	Les principes de base du projet européen .....	7
IV.	Le projet Européen aujourd'hui ? .....	8
1.	Atouts actuels de l'Europe .....	8
	Puissance économique.....	8
	Espace de liberté, sécurité et justice.....	10
	L'espace Schengen .....	10
	La politique agricole commune.....	12
2.	Les problèmes politiques et économiques auxquels font face les pays européens.....	13
	L'Union Européenne face au nationalisme .....	14
	Gouverner en europe, une mission compliquée.....	15
	L'UE face au monde.....	17
3.	Correspondance entre l'Europe d'aujourd'hui et l'idée de départ .....	18
	Point de vue économique .....	18
	Point de vue militaire et maintien de la paix .....	20
	L'Europe en tant que barrage contre les extrémismes.....	20
V.	Quelle Europe pour demain ? .....	22
1.	Les difficultés auxquelles devra faire face l'UE .....	22
	Le Brexit.....	22

La montée du populisme.....	23
Démographie et immigration.....	23
2. Perspectives politiques, sociales, économiques et militaires de l'UE.....	25
Perspectives politiques.....	25
Perspectives sociales.....	26
Perspectives économiques.....	26
Perspectives militaires.....	27
VI. Conclusion .....	28
VII. Sources .....	29

## II. Introduction

Crée en 1993 l'Union Européenne est aujourd'hui une association politico-économique unique dans le monde, à ne pas confondre avec l'Europe qui représente le continent géographique, cependant au cours de ce rapport il est possible que le terme Europe soit utilisé en désignant l'Union Européenne. Sa structure originale et les spécificités de ses 28 pays membres la distingue d'un état fédéral comme le sont par exemple les Etats-Unis, mais son modèle se veut transversal basé sur la négociation entre tous les états. Représentant près de 25% des richesses mondiales pour seulement 8% d'habitant, l'Union Européenne permet à ses membres de peser tous ensemble dans l'économie et la politique mondiale. Cependant malgré tous ces points forts, l'UE reste une organisation complexe, de plus en plus décriée qui doit faire face à de nombreux défis pour conserver son dynamisme.

Au cours de ce dossier, nous allons tout d'abord revenir sur la création de l'UE et de la vision qui y a été adoptée. Ensuite nous nous focaliserons sur le présent afin d'étudier les forces et les faiblesses ainsi que les éventuels changements d'orientation puis nous finirons par étudier les perspectives futures et les défis que devront relever tous ensemble les 28 pays membres.

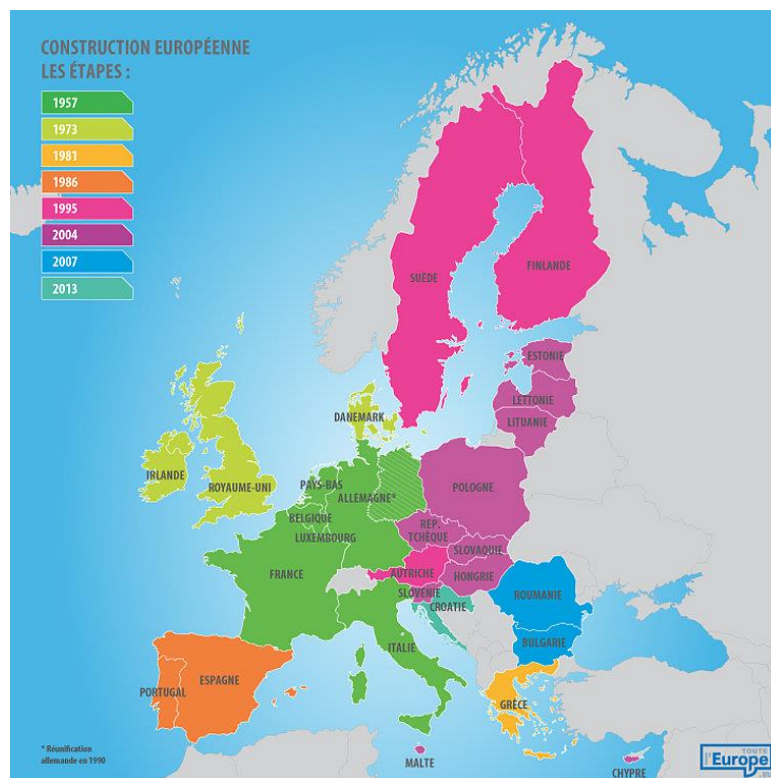


Figure 1 Carte de l'Union Européenne

### III. Qu'est-ce que l'Union Européenne

La construction d'un projet européen relève au départ uniquement de réflexions intellectuelles et politiques. C'est uniquement après la seconde guerre mondiale qu'elle devient une nécessité. Même s'il s'agit au départ uniquement d'accords économiques visant à créer une dépendance commerciale entre les pays afin de décourager les conflits (qui seraient alors contre-productifs pour tout le monde). Une construction politique n'a été mise en place que dans un second temps.

#### 1. Le projet d'une Europe politique depuis 1948

La construction d'une Europe politique commence avec le congrès de La Haye.

Ce congrès a eu lieu en mai 1948, soit 3 ans après l'armistice, il est dirigé par Winston Churchill, en faveur d'une construction européenne dans ses discours depuis la fin de la guerre. Il intervient alors dans un contexte de début de guerre froide mais aussi dans un contexte de fin de guerre : les pays ne veulent pas d'une troisième guerre mondiale qui prendrait naissance à cause de conflits européens. Leurs objectifs sont donc d'assurer la pérennité de la paix, de reconstruire le continent mais aussi de ne pas sombrer sous l'influence des deux puissances montantes de la guerre froide, les Etats-Unis et l'URSS. A l'issue de ce congrès, à l'initiative du gouvernement français, se crée alors une assemblée européenne, qui deviendra ensuite le Conseil de l'Europe.

Dans les années suivant ce congrès 3 entités sont alors présentes en Europe afin de préparer la construction d'un projet européen.

Le conseil de l'Europe, entité de réflexion politique comptant des membres qui ne font finalement pas réellement partie d'un projet européen aujourd'hui (la Suisse par exemple). C'est ce conseil qui posera des fondamentaux comme la création d'une cour de Justice Européenne.

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) permettant aux 6 membres (futurs membres fondateurs) de profiter d'accords économiques privilégiés dans l'échange de matières premières (comme le charbon et l'acier). Son existence a contribué au redressement industriel post-guerre.

La Communauté Européenne de Défense (CED), un projet à la fois politique et militaire qui n'a pas vu le jour. Son objectif était d'organiser une défense de l'Europe en collaborant avec les Etats-Unis. 6 pays devaient en faire partie : la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et les Etats-Unis.

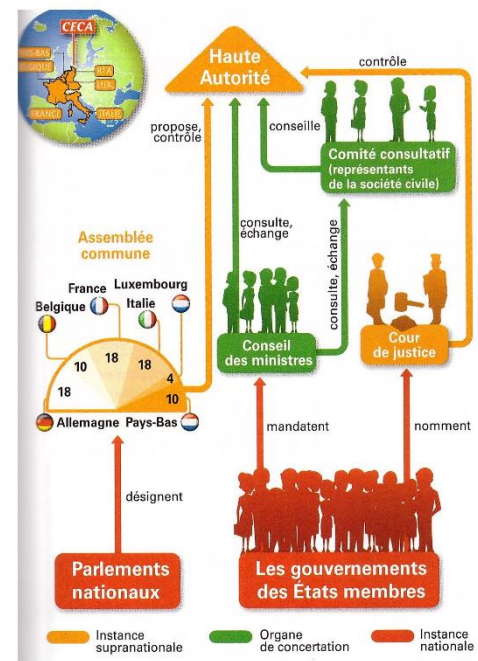


Figure 2 Organisation CECA

### La naissance de la CEE

Les 6 pays membres de la CECA se mettent tous d'accord sur un point : la CECA est un franc succès, en revanche, ses activités doivent être généralisées. La CEE est alors créée afin de définir des accords économiques plus généraux et favoriser les échanges et le commerce entre les 6 états membres. La CEEA viendra ensuite compléter cette idée en permettant à ces pays de développer ensemble l'exploitation commune et européenne de l'énergie atomique.

Afin de concrétiser ces objectifs et d'accentuer ces idées de projet européens, dès 1958, de nouvelles institutions sont mises en place et le fonctionnement de l'Europe est alors assez proche de celui que l'on connaît aujourd'hui.

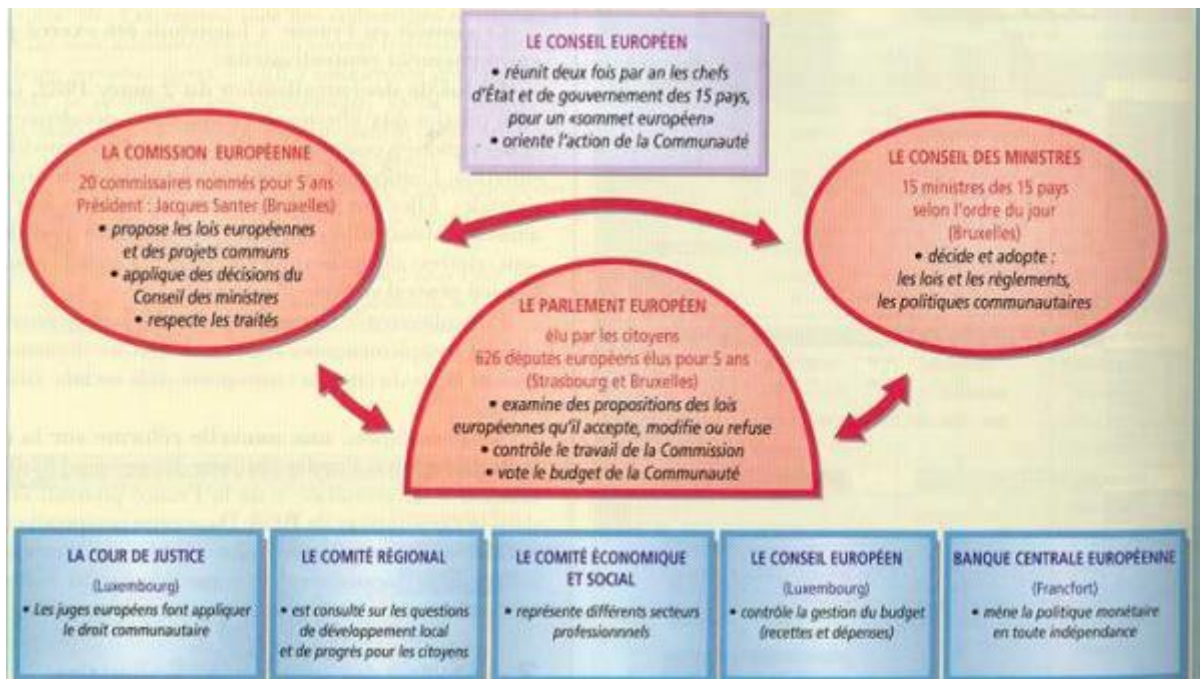


Figure 3 Fonctionnement de l'UE

C'est à peu près à la même période qu'est mis en place un « marché commun » permettant ainsi aux pays d'élargir leur marché, de pouvoir produire sans crainte de surproduction grâce à ce nouveau marché, beaucoup plus large que celui d'un seul pays. La production est donc en hausse chaque année ayant ainsi un impact très bénéfique pour la croissance des pays membres. C'est avec le traité de Rome que tous les droits de douane (et apparentés) sont alors abolis permettant alors de rendre complètement officielle cette idée de « marché européen commun ».

Ce traité définit aussi une politique commune en termes d'agriculture et de transport.

### Agrandissement progressif du projet européen

C'est seulement en 1971 que les 6 pays membres acceptent d'élargir leur marché commun (CEE) à d'autres pays européens. C'est la France, qui refusait pendant toute cette période l'intégration du Royaume-Uni et de l'Irlande, craignant un affaiblissement des différentes communautés. Un plus grand nombre de pays était considéré comme un risque de désolidarisation des accords économiques déjà en place. C'est donc en 1973 qu'ils sont officiellement admis comme pays membres du projet européen.

Pour des raisons politiques (dictateurs, coup d'Etats militaires...) le Portugal, l'Espagne et la Grèce n'étaient pas membre de ce projet, ce n'est qu'une fois la situation stabilisée qu'ils ont l'opportunité de déposer leur candidature d'appartenance aux communautés européennes. Il leur est alors demandé de rattraper leur retard économique par rapport aux pays membres avant de les intégrer officiellement.

C'est seulement à partir du traité de Maastricht en 1993 que les communautés européennes sont regroupées et qu'on peut parler d'Union Européenne.

C'est la chute du bloc URSS, créant un grand nombre de pays susceptible de rejoindre l'Union Européenne qui va vraiment lancer une envie d'unification politique. En effet, ces pays, brutalement libérés du joug de l'URSS, sont en recherche de partenaires économiques afin de relancer leur industrie et rattraper leur retard économique. Mais aussi de profiter du savoir-faire industriel et technologique des autres pays membres. Ils sont donc presque tous favorables à une entrée dans le marché commun, et plus largement, dans les communautés européennes. Leur inclusion se fera alors en plusieurs vagues, pour finir par la Croatie en 2013.

## 2. Les principes de base du projet européen

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, un certain nombre de valeurs sont communes à tous ses pays membres. C'est par exemple pour cela que l'URSS, les dictatures espagnoles ou portugaises n'ont jamais pu intégrer les communautés européennes.

En contexte de guerre froide, il était très important pour l'Europe d'être une puissance indépendante afin de ne pas se laisser embarquer dans une potentielle guerre entre les deux puissances actuelles (Etats-Unis et URSS).

Mais l'Europe a aussi pour objectif de garantir les libertés de tous les citoyens européens, peu importe leur nationalité. C'est cette raison qui a conduit à la création d'une cour de Justice européenne, permettant à tous les citoyens européens d'avoir une voie de recours identique s'ils ne sont pas satisfaits de la manière dont sont respectées leurs libertés dans leur pays.



Leur objectif de réaliser un marché commun se fait ressentir par l'adoption en 2002 de l'Euro, une monnaie unique qui permet, par un moyen supplémentaire, de faciliter le commerce et les échanges entre les différents pays membres.

L'objectif de l'Europe est aussi d'accompagner le développement au sens large de chacun de ses pays membres. C'est pour cela que différentes aides ont été mises en place afin d'aider les agriculteurs, mais aussi des aides comme le FEDER, ayant pour objectif de soutenir les PME et de financer les avancées technologiques dans un objectif de développement durable et des technologies de l'information et de la communication

## IV. Le projet Européen aujourd'hui ?

### 1. Atouts actuels de l'Europe

#### Puissance économique

L'union européenne est une grande puissance économique, c'est la deuxième plus grande puissance économique mondiale après les Etats-Unis en 2018. Avec un PIB de 15 300 milliards d'euro en 2017, elle représente 22% du PIB mondiale et plus de 15% du commerce mondiale. L'union européenne est donc un acteur majeur de l'économie mondiale, elle représente l'un des trois plus grands acteurs commerciaux avec la Chine et les Etats- Unis.

L'indice de développement humain (IDH) indique une moyenne supérieure à 0.871 pour l'Union européenne, ce qui représente un développement élevé à l'échelle mondiale bien que cet indice soit assez inégalement réparti entre les pays membres de l'union européenne.

L'union européenne est également une puissance démographique, avec plus de 510 millions d'habitants elle représente 6,9% de la population mondiale. Ce pourcentage est néanmoins en baisse car l'accroissement naturel de la population est extrêmement faible alors que d'autres pays effectuent encore leur transition démographique et ont par conséquent un accroissement bien plus important.

Ci-dessous deux diagrammes illustrant la place de l'Union européenne dans le monde en termes de population et de PIB.

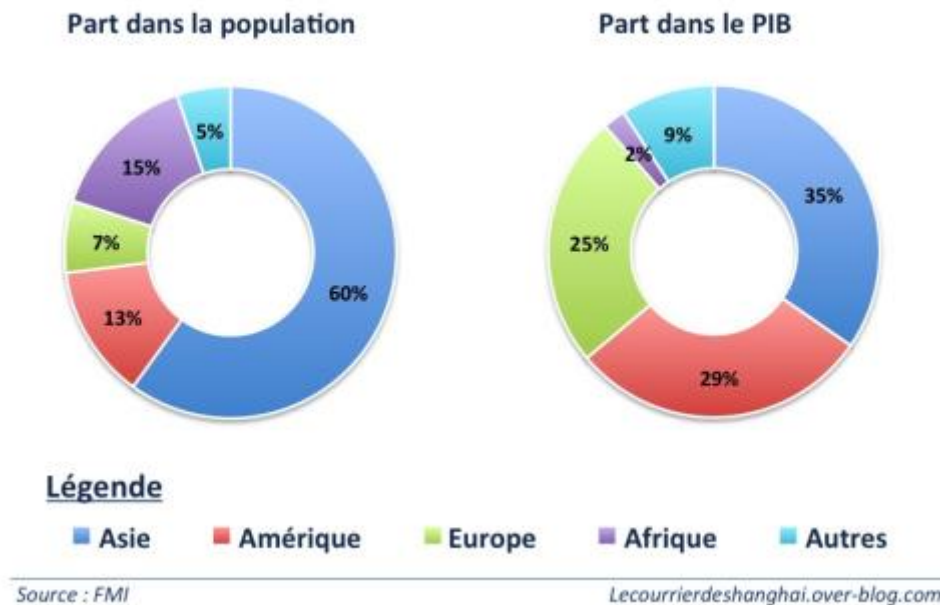


Figure 4 Comparaison du poids des grandes ères économiques

L'Union européenne dispose aussi de deux grands atouts économiques

- Un marché intérieur aussi appelé « marché unique » qui permet la libre circulation des capitaux, des services, des biens et des personnes.
- Une monnaie unique (l'euro) pour les pays de l'union européenne faisant parti de la zone « euro ».

L'euro est désormais la monnaie officielle de 19 des pays membres de l'Union européenne. C'est la deuxième monnaie utilisée dans les échanges mondiaux (39% des transactions mondiales sont faites en euro) après le dollar. De plus 20% des réserves financières mondiales sont en euro. L'utilisation d'une monnaie unique offre de nombreux avantages, elle facilite les échanges commerciaux transfrontaliers entre entreprises, améliore les résultats de l'économie et offre plus de choix et de possibilités aux consommateurs. Sa forte implantation et son utilisation dans les transactions mondiales renforcent la puissance économique de l'Union européenne. L'euro est gérée par la banque centrale européenne, cette dernière a un rôle majeur. Elle assure notamment la stabilité des prix, elle a pour objectif également de

maintenir le pouvoir d'achat au travers des pays utilisant l'euro. Elle influe notamment sur les taux d'intérêts pour contrôler la valeur de l'inflation et préserver la stabilité de la monnaie.

### Espace de liberté, sécurité et justice

L'espace de liberté, de sécurité et de justice vise à assurer la libre circulation des personnes et à protéger les citoyens européens. Cela remplace partiellement la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Il a été inclus dans les traités de l'union européenne en 1997 dans le cadre du traité d'Amsterdam et qui Il s'agit de mettre en commun au niveau européen les politiques de visas, d'asile et d'immigration, qui relevaient auparavant de la méthode intergouvernementale. Les règles qui régissent ces domaines sont désormais adoptées suivant la procédure législative ordinaire de l'Union européenne, c'est-à-dire qu'elles sont votées par le Conseil de l'Union européenne à la majorité qualifiée et par le Parlement européen.

### L'espace Schengen

L'espace Schengen est un territoire qui comprend les territoires de 26 pays d'Europe. Il représente une surface de 4 312 099 km<sup>2</sup> et plus de 400 millions d'habitants. En matière de voyages internationaux et de contrôles frontaliers ce territoire fonctionne comme un espace unique dans lequel le franchissement des frontières entre les 26 états membres s'effectue librement, sans passeport ni contrôle. Parmi les 26 états membres on retrouve 22 États membres de l'Union européenne, et les 4 États associés membres de l'AELE (la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein). Ces états ont mis en œuvre l'accord et la convention de Schengen signés à Schengen (Luxembourg), en 1985 et 1990.

Ci-dessous en bleu l'ensemble des pays appliquant l'accord de Schengen et donc représentant l'espace Schengen :



Figure 5 L'espace Schengen

Les normes de l'espace Schengen ont été absorbées par le droit de l'Union européenne grâce au traité d'Amsterdam en 1999, bien que l'espace comprenne aussi quatre États non-membres de l'Union européenne (Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein) et *de facto* trois micro-États européens (Monaco, Saint-Marin, et le Vatican). Les accords de Schengen sont déjà appliqués par la plupart des pays de l'union européenne (22 états). Sur les 6 états membres qui ne l'appliquent pas on retrouve la Bulgarie, Chypre, la Croatie et la Roumanie, ces pays doivent l'appliquer à terme. On trouve également l'Irlande et le Royaume-Uni qui n'ont pas obligation de le mettre en œuvre. Le cas du Royaume-Uni est bien entendu spécifique dans la mesure où une séparation entre ce dernier et l'Union européenne est

engagée, cette séparation pourrait avoir lieu le 12 avril 2019 mais reste très incertaine. L'espace Schengen fait aujourd'hui partie de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice européen.

La mise en œuvre des normes de l'espace Schengen implique l'élimination des contrôles frontaliers entre les membres de l'espace Schengen et un renforcement des contrôles frontaliers entre les membres de l'espace Schengen et ceux qui n'en sont pas membres (frontières dites « extérieures », c'est-à-dire les quatre États membres en attente de le mettre en œuvre, d'une part, et les États tiers, d'autre part). Enfin, cela implique des dispositions concernant une politique commune sur le séjour temporaire des personnes (dont le visa Schengen, jusqu'à trois mois), l'harmonisation des contrôles aux frontières extérieures, une coopération policière transfrontalière et une coopération judiciaire.

### La politique agricole commune

La politique agricole commune (PAC) est une politique mise en place à l'échelle de l'Union européenne. À l'origine, elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des prix et de subventionnement, visant à moderniser et développer l'agriculture. Elle est mise en œuvre par la Direction Générale « Agriculture et développement rural » de la Commission européenne. Au niveau français, elle est exécutée sous tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Prévue par le traité de Rome du 25 mars 1957 et entrée en vigueur le 30 juillet 1962, la PAC a depuis beaucoup évolué. Elle consiste aujourd'hui en deux piliers : le premier pilier, un soutien du marché, des prix et des revenus agricoles, et le second pilier, le développement rural, créé en 1999.

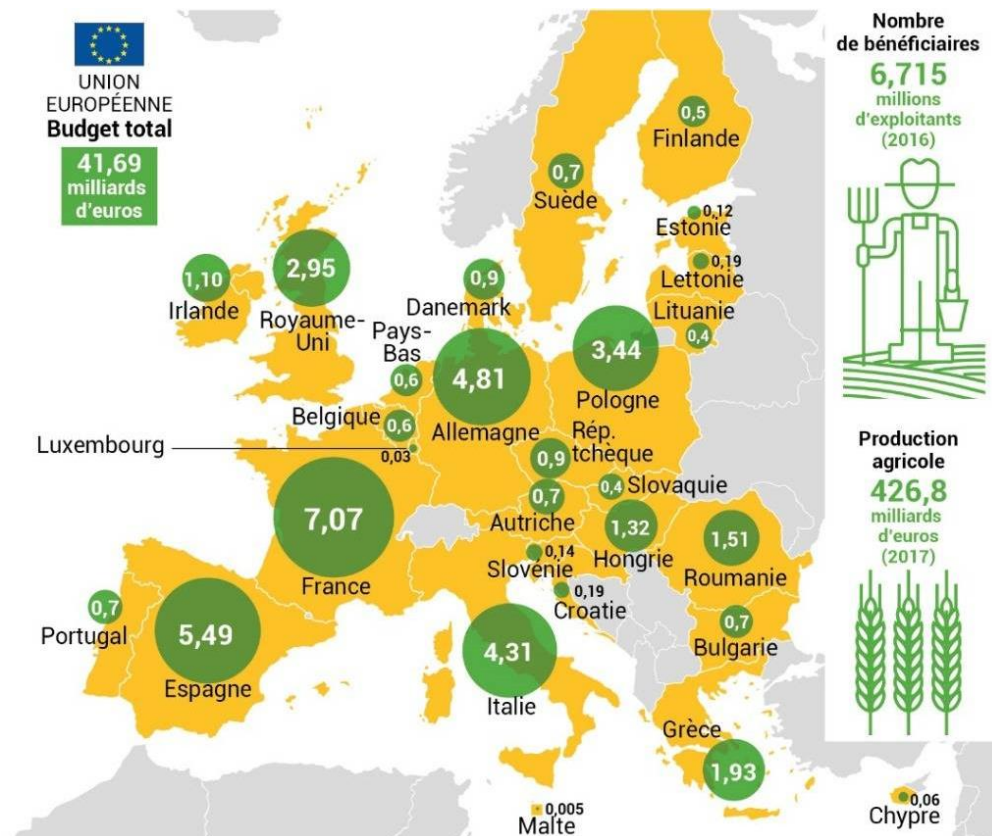


Figure 6 Aide de la PAC perçue par les agriculteurs par pays en 2016 (Milliards d'euros)

La PAC offre des avantages considérables aux agriculteurs européens, les subventions permettent par exemple aux agriculteurs de maintenir des prix bas et ainsi d'être très compétitifs à l'international. (La perte de revenu qu'entraîne les prix plus bas est compensée par les subventions)

A l'inverse la PAC rend la concurrence pour les pays extérieurs, qui ne disposent pas d'aide, plus difficile mais c'est un atout certains pour les agriculteurs européens.

## 2. Les problèmes politiques et économiques auxquels font face les pays européens

Depuis sa création, l'UE a fait face à de nombreux problèmes, de nos jours ces problèmes touchent divers domaines aussi bien sociétaux, économique, extérieur ou encore de gouvernance.

## L'Union Européenne face au nationalisme

L'un des premiers problèmes que nous pouvons voir autour de nous est le manque d'un sentiment d'appartenance au niveau des citoyens de l'union. Dans une grande partie des états membres monte l'euroscepticisme, c'est-à-dire une opposition à l'intégration à l'Union Européenne notamment en remettant en doute son utilité.

Cet euroscepticisme se traduit au niveau des citoyens par l'impression que le parlement européen, trop éloigné de la vie des citoyens, impose trop de réglementations et de directives. On peut citer de nombreux exemples de réglementations plus ou moins contraignantes pour les citoyens de l'Europe portant par exemple sur la couleur des portes de chantiers ou sur les couleurs des oranges. Le grand nombre de réglementation et de décisions souvent incomprises tendent à désintéresser les citoyens des problèmes dont s'occupe l'UE, ainsi la réponse des citoyens ne se fait plus directement lors des élections européennes mais bien souvent au sein du pays en faveur de la montée du nationalisme.

En effet, ces dernières années ont vu progresser en Europe la montée du nationalisme avec aujourd'hui 6 pays directement dirigés par des partis nationalistes. Avec toutefois une nuance pour le Royaume Uni puisque s'il n'est pas dirigé par un parti dit nationaliste, sa politique actuelle se veut clairement en défaveur de l'Union Européenne, même si encore une fois la situation est bien plus compliquée.

## La montée de la droite nationaliste en Europe

Évolution du vote des principaux partis nationalistes ou d'extrême droite aux élections législatives ou présidentielles

En % des exprimés

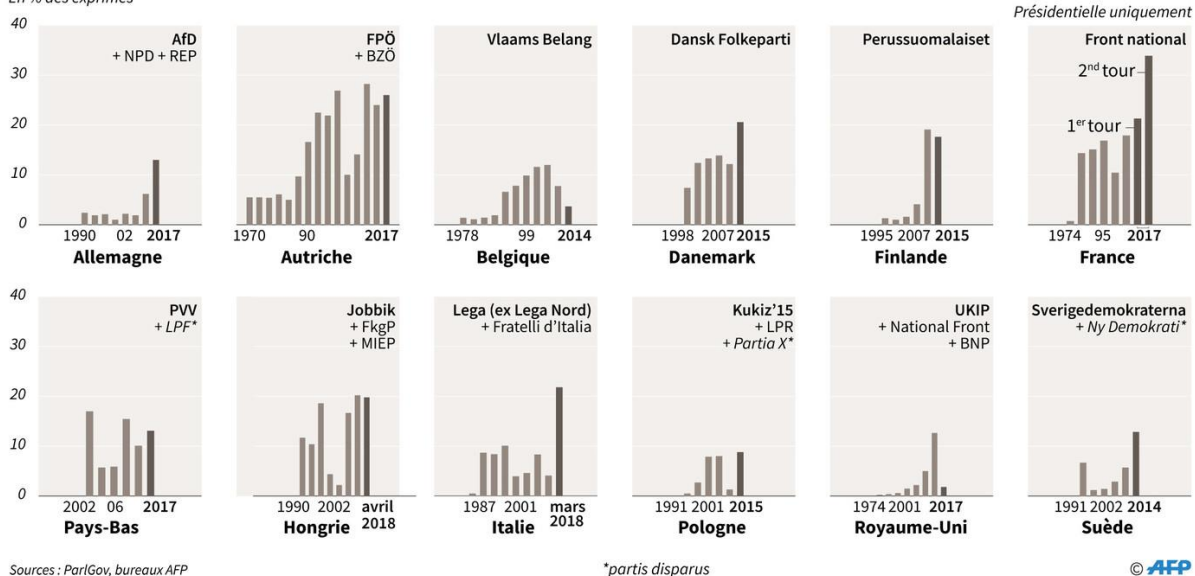


Figure 7 Evolution des partis nationalistes en Europe

Le nationalisme est une théorie politique qui affirme la prédominance de l'intérêt national par rapport aux intérêts des classes et des groupes qui constituent la nation ou par rapport aux autres nations de la communauté internationale. Cette progression inquiète puisqu'elle touche des pays fondateurs du projet Européen mais aussi parce que le mode de gouvernance de l'Union Européenne ne convient plus à ce morcellement idéologique. A cet égard il est important de préciser que même si le mode de gouvernance à un peu évolué au fil des élargissements de l'UE, notamment avec le traité de Lisbonne, beaucoup de paramètres peuvent entraver les différentes prises de décisions au sein de l'UE. Il apparaît clairement que si l'UE a pour mission de mettre en place des politiques communes, certains pays n'appliquent pas toutes les politiques communes ce qui crée un déséquilibre et fragilise une cohésion communautaire déjà précarisée par les divisions internes sur des sujets délicats (intervention américaine en Irak, réponse face à la crise financière de 2008...).

### Gouverner en Europe, une mission compliquée

Au sein du parlement européen, l'application de la majorité qualifiée, c'est-à-dire que la majorité absolue est calculée sur le nombre de députés présent au moment du vote, a répondu au problème des prises de positions quand l'UE s'est agrandi. Cependant, on peut



aisément voir que le parlement est très divisé avec pas moins de 9 groupes politiques différents dont certains qui prennent position contre l'UE.

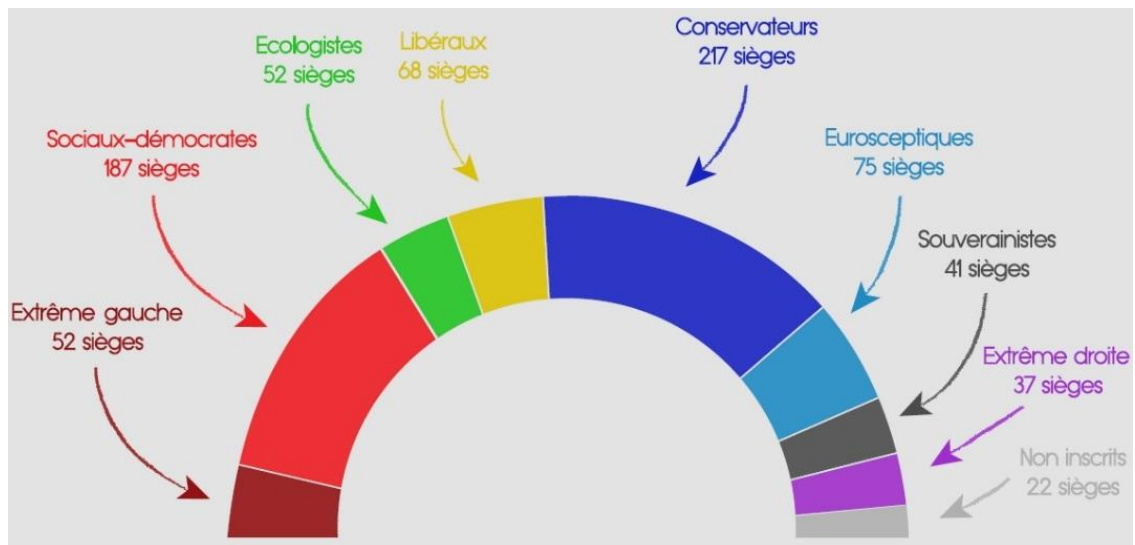


Figure 8 Répartition du parlement européen par groupe politique

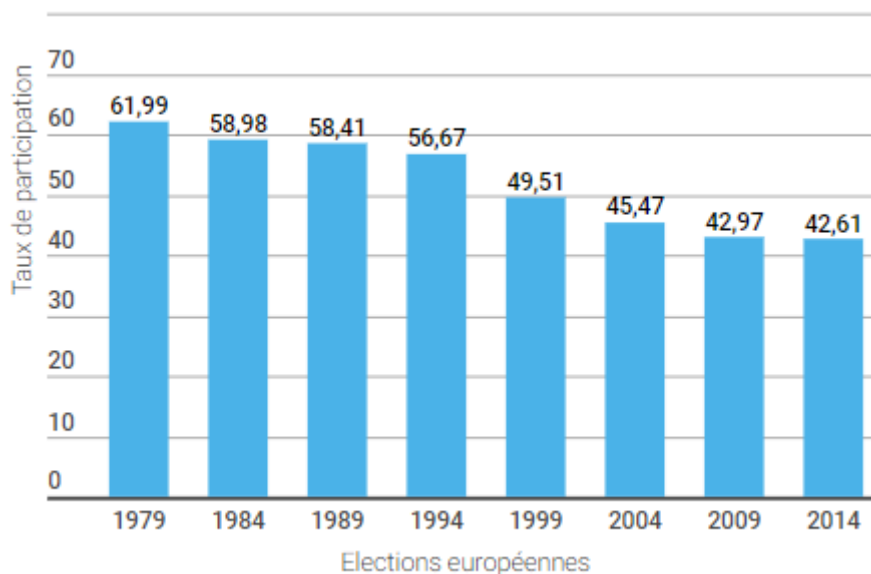


Figure 9 Taux de participation aux élections européennes

Ainsi, le parlement déjà morcelé peut être qualifié comme « mal élu » en raison de l'abstention lors des élections du au désintéressement par les citoyens. Depuis la première élection en 1979, le taux de participation aux élections n'a fait que de chuter et pourraient encore baisser lors des prochaines élections fin mai 2019.

Les problèmes de désintéressement et de gouvernance précédemment exposés, entravent bien évidemment la prise de décision et donc les actions concrètes qui pourraient être mise en place. A ces problèmes viennent s'ajouter une sorte d'individualité des nations, ou chaque état essaye d'avoir un poids individuel pour compter au sein de l'UE et donc compter au sein du monde. Or ce comportement n'est pas compatible avec l'idée de créer une Union forte capable de résister aux pressions extérieures (montée des BRICA ...), afin d'obtenir une vraie « union » au sein de l'Europe tous les pays devraient marcher ensemble pour compter à plusieurs, tous ensemble sur l'échiquier international. Cependant, les disparités notamment économiques entre les pays ne facilitent pas cette marche commune. Ces dernières années de nombreux pays ont été confrontés individuellement à la crise économique, on peut citer la Grèce, l'Irlande, le Portugal ou encore l'Espagne. Parmi ces pays certains ont eu besoin de l'intervention de l'Europe, ainsi la dette grecque se retrouve maintenant en partie dans les mains des états européens à hauteur d'environ 50% (hors prêts bilatéraux). Les crises économiques trouvent aussi leur source dans la monnaie unique qui malgré tous les avantages notamment sur le commerce, ne permet pas de grande marge de manœuvre pour les pays en difficulté. En effet, avec une monnaie commune il est impossible de faire dévaluer la monnaie afin de relancer la compétitivité économique.

### L'UE face au monde

Une fois les problèmes internes soulevés, il est nécessaire de prendre en considération le contexte mondial et de voir quels peuvent être les difficultés extérieures. Même si l'Union Européenne possède un poids économique considérable sa place sur l'échiquier diplomatique international est très réduite en tant que tel. Souvent considéré comme « géant économique mais nain politique », l'UE souffre d'un manque de politique commune étrangère, chaque pays étant responsable de sa politique étrangère il est parfois difficile pour l'UE de réussir à se mettre d'accord sur les questions sensibles. L'Union Européenne doit aussi faire face à la « crise des migrants » avec en 2016 un solde migratoire de 1.5 millions de personnes. Du fait de la liberté pour les états de fixer un nombre de ressortissants entrant autorisé, la répartition de ces demandeurs d'asile pose un problème. De par leur situation géographique, ce sont l'Italie et la Grèce qui sont le plus touchés par les arrivées de demandeurs d'asile. Malgré l'essai en 2015 d'instaurer des quotas pour répartir les demandeurs dans tous les pays de l'Union la réticence de certains états a empêché la réussite de cette solution. Cette situation

migratoire renforce la aussi le nationalisme notamment en Italie ou le nouveau gouvernement populiste s'oppose régulièrement aux venus de bateau de migrant dans leurs ports, créant ainsi des divergences d'opinion entre les pays.

### 3. Correspondance entre l'Europe d'aujourd'hui et l'idée de départ

A sa création le projet Européen consistait à :

- Favoriser la paix en Europe en unifiant les pays.
- Créer une puissance militaire capable de se défendre (CED).
- Devenir une puissance économique capable de rivaliser avec les hypers puissances de l'époque, les Etats Unis et l'URSS.
- Consister en une force tampon entre les Etats Unis et l'URSS.
- Consister en un rempart contre l'extrémisme et le communisme montant dans un contexte de guerre froide




Aujourd'hui, l'Union Européenne certaines de ces missions de base n'auraient plus lieu d'être, ce pendant l'UE s'appuie toujours dessus et va bien au-delà pour former une organisation bien plus vaste par certains points.

#### Point de vue économique

Le rapport est très positif, malgré les normes européennes jugées trop contraignantes comme par exemple la soumission du budget du pays qui doit être ratifié par l'union européenne sous peine de sanctions. En réalité, Bruxelles ne peut pas contraindre un pays, les amendes délivrées en cas de non-respect des directives sont ridicules par rapport aux budgets des Etats. Par exemple la France depuis de nombreuses années paye des amendes par rapport à ses prisons jugées ne respectant pas les droits de l'homme par l'UE.

En revanche les pays en difficultés sont beaucoup aidés afin de favoriser leur développement. Les traités de libre-échange, de libre circulation et la gestion de la concurrence déloyale interne à l'Europe permet de gonfler l'économie des pays dans leur globalité et d'augmenter le pouvoir d'achat. De plus cela facilite le déplacement des personnes et des marchandises ce qui favorise encore plus l'économie, car on a une réduction des coûts.

Le commerce en est donc grandement facilité et cela permet à l'Union Européenne d'être la première source d'import/export du monde (dernièrement rattrapée par la Chine).

Pays	% Importations mondiales								
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2012	2013	2014
 Union européenne	17,80	18,00	18,20	18,30	17,28	16,80	15,39	14,71	14,65
 États-Unis	20,70	19,90	18,50	16,90	16,26	16,40	15,61	15,31	15,81
 Chine	7,20	7,50	8,00	8,50	9,83	11,10	12,15	12,82	12,87




Pays	% Exportations mondiales								
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2012	2013	2014
 Union européenne	17,10	16,20	16,50	15,80	16,25	14,60	14,67	15,33	15,05
 Chine	9,70	10,50	11,10	12,00	13,14	14,00	13,87	14,68	15,58
 États-Unis	11,40	11,20	11,60	10,50	11,04	11,30	10,47	10,50	10,80

Figure 10 Répartition des importations et exportations mondiales de 2005 à 2014

Ensuite L'Union a depuis le projet de base voulu créer une agriculture forte avec de nombreuses aides pour les agriculteurs. De nombreuses mesures ont été prises afin de les aider, et elles ont payé ; en effet l'Union Européenne est la première puissance agricole du monde. Elle a également misé sur la production industrielle ce qui lui permet d'être la première puissance mondiale industrielle. Globalement au point de vue de l'économie l'UE est un succès car elle représente au niveau du PIB la deuxième puissance mondiale après les Etats Unis, ce qui était totalement l'objectif recherché, se souder pour pouvoir rivaliser avec les hypers puissances (anciennement) la Russie, les Etats Unis. Mais aussi pour rivaliser avec les puissances émergentes : la Chine, l'Inde, le Brésil...








Pays	% PIB mondial										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
 Union européenne	30,35	29,88	30,65	30,19	28,19	25,85	25,08	23,21	23,12	23,64	22,07
 États-Unis	29,06	28,16	27,19	23,71	24,28	23,13	21,57	21,89	22,43	22,37	24,43
 Chine	5,02	5,46	5,87	7,1	8,57	9,32	10,43	11,48	12,33	13,30	14,79
 Japon	9,15	8,01	7,03	8,1	8,72	8,72	8,39	8,32	6,54	5,90	5,61
 Brésil	1,94	2,21	2,40	2,66	2,70	3,31	3,54	3,14	2,99	3,01	2,41
 Inde	1,73	1,78	1,99	1,98	2,25	2,74	2,64	2,57	2,79	2,65	2,82
 Russie	1,72	2,04	2,36	2,65	2,12	2,35	2,66	2,81	2,50	2,39	1,80

Figure 11 Evolution de la part du PIB mondial des principaux pays

### Point de vue militaire et maintien de la paix

L'Union Européenne dans ses débuts a voulu se doter une armée défensive Européenne, leur permettant de mettre en commun leurs ressources afin de se défendre contre n'importe qu'elle menace extérieure. De plus ce projet est arrivé dans les années 50 dans un contexte de guerre froide où on avait peur d'une résurgence des conflits. Néanmoins, la France particulièrement, craignant une résurgence de la puissance militaire allemande dans les années 50, refuse en 1954 l'idée d'une communauté militaire de défense (CED), traité qui ne sera jamais remis sur la table jusqu'à aujourd'hui.

Les Etats décident d'eux même de faire des actions militaires et il n'y a pas d'entente Européenne sur ces sujets comme par exemple la gestion du risque terroriste avec l'envoi de troupes au sol ou de bombardements au Moyen-Orient. Malgré des appels des Etats Unis, de la France et de l'Allemagne principalement, très peu de pays prennent part aux conflits comme contre l'Etat Islamique par exemple.

L'objectif de garder une paix durable est pour l'instant un succès de l'union européenne en Europe, en effet, il n'y a pas eu de conflit armé depuis la seconde guerre mondiale. Le rapprochement et l'aide des différents pays ont permis une très bonne entente au sein de l'Union Européenne.

Néanmoins l'immigration posent aujourd'hui quelques complications pour l'entente Européenne. En effet l'Europe connaît une grande vague d'immigration depuis les années 2000 et depuis les printemps Arabes et la montée du terrorisme au proche et Moyen-Orient. Or avec la montée du nationalisme et des mouvements populistes certains pays prennent position contre l'immigration. L'Europe a donc dû gérer le problème en instaurant des quotas pour chaque pays, ce qui n'était pas dans l'idée de base du projet Européen.

### L'Europe en tant que barrage contre les extrémismes

Dès sa création l'UE s'est voulu être un rempart contre le populisme et a sûrement en partie empêché les populismes de s'installer dans nos pays. Néanmoins, depuis quelques

années, on voit monter de nombreux mouvements populistes dans différents pays qui sont totalement anti européen, et qui sont majoritairement d'extrême droite.

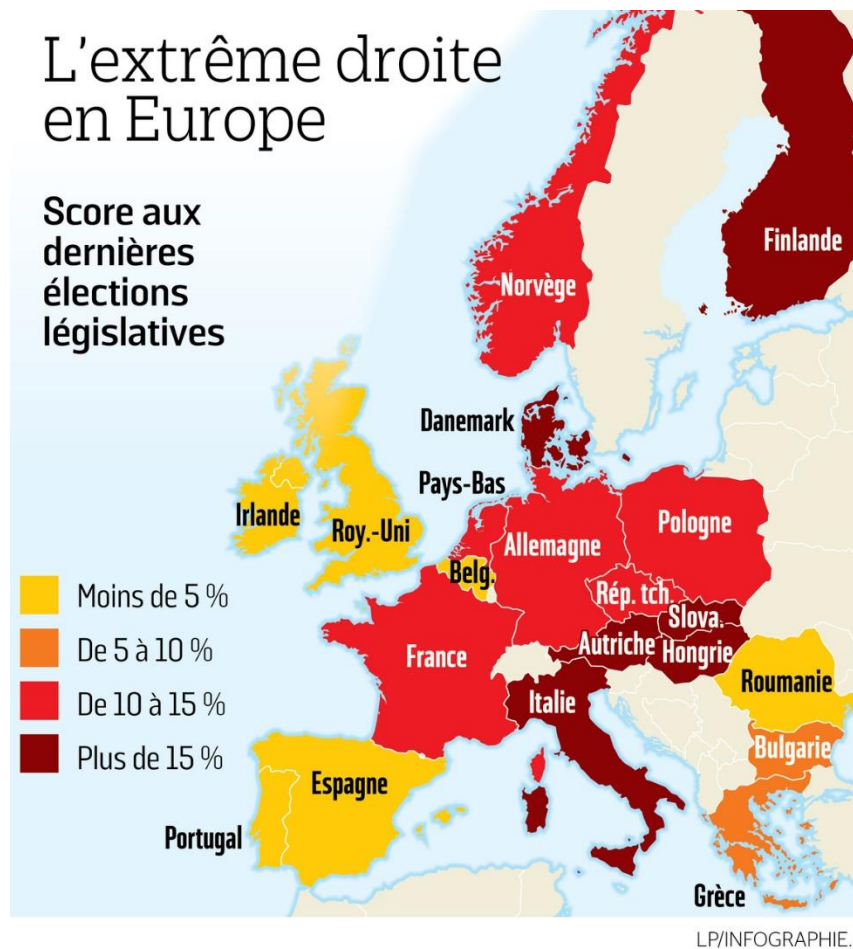


Figure 12 Score des partis populistes lors des dernières élections législatives

Sur ce schéma datant d'août 2018 on peut voir la montée de l'extrême droite dans les différents pays de l'UE avec les dernières élections législatives qui montre un mécontentement général vis-à-vis de l'UE et de sa façon de fonctionner.

On peut notamment noter le mouvement 5 étoiles de Mathéo Salvini en Italie qui s'oppose farouchement à toute directive venant de Bruxelles, les gilets jaunes en France qui sont majoritairement anti-européen, et d'autres mouvements dans d'autres pays qui veulent se séparer de l'Europe et qui sont des mouvements des extrêmes.

## V. Quelle Europe pour demain ?

### 1. Les difficultés auxquelles devra faire face l'UE

L'Europe est confrontée à de nombreux problèmes depuis sa création en 1993. Il est donc intéressant de voir à quels problèmes devra faire face l'Europe de demain notamment le Brexit et la montée du populisme.

#### Le Brexit

L'Europe devra faire face aux problèmes du Brexit. Avec ou sans accord, l'Europe ne sait pas du tout ce qu'elle l'attend. Elle devra surtout faire face à une sortie sans accord qui la conduira vers une zone totalement inconnue.

Tout d'abord, l'activité économique de l'Europe devrait être à la dérive sans savoir quelle direction prendre. En effet, le Brexit conduit l'Europe à perdre sa 5<sup>ème</sup> puissance économique ce qui aura un effet dévastateur sur l'économie de l'UE et sur la bourse mondiale. Les cours de l'or se sont vus envolés car les marchés se sont précipités dessus à l'heure des résultats du référendum. Lors de la sortie, il y aura très probablement des effets très négatifs sur l'économie Européenne mais aussi sur l'économie mondiale et ainsi déstabilisé le marché. Par ailleurs, l'Europe perdra un contributeur au budget Européen qui certes n'est pas le plus important mais représenterait en moyenne 14 milliards d'euros.

	2014	2015	2016	moyenne
Allemagne	25 816	24 337	23 274	24 458 (21,1 %)
France	19 574	19 012	19 476	19 354 (16,7%)
Italie	14 368	14 231	13 939	14 179 (12,2 %)
Royaume-Uni	11 342	18 209	12 759	14 103 (12,2 %)
Total des contributions nationales*	11 6532	118 604	112 080	115 739 (100 %)

Source : Commission, rapports financiers, traitement auteur

Figure 13 Principaux contributeurs du budget européen (millions d'euros)

## La montée du populisme

Avec le Brexit, la voie s'ouvre aux « eurosceptiques », l'Europe devra donc résister face à ce mouvement qui s'amplifie.

Tout d'abord, on peut prendre le cas en France, où de nombreux partis politiques comme l'UPR ou le rassemblement national prônent dans leur programme un « Frexit ». Ce qui provoquerait les mêmes conséquences qu'un « Brexit ». On peut observer en France une montée d'eurosceptiques qui voudraient voir la France sortir de l'Union Européenne. Ce mouvement se démocratise surtout à cause des croyances de beaucoup de gens de l'ingérence Européenne, que ce soit au niveau des lois ou de l'économie.

Ce mouvement tend à s'accroître et se généraliser dans les pays de l'Union Européenne. Si de nombreux mouvements populistes prennent la tête de leur pays, l'Europe pourrait se retrouver fragilisée. En effet, les pays populistes pourraient vouloir s'organiser pour traiter de moins en moins avec l'Europe et tendre vers une sortie.

## Démographie et immigration

Depuis quelques années, l'UE doit faire face à une immigration en constante expansion et qui pourrait devenir problématique dans les années à venir, notamment le problème d'intégration, mais aussi les problèmes démographiques.





Il y aura tout d'abord un problème de mutation démographique. En effet, la population Européenne a tendance à vieillir, il y aura une population plus vieillissante et moins de jeune. Ce qui posera des problèmes de main d'œuvre qui a des conséquences très négative sur la productivité, la capacité d'innovation et sur la structure des systèmes d'assurance sociale.

Le principal défi, pour l'immigration au sein de l'UE sera de trouver un équilibre entre le flux migratoire qui est nécessaire pour l'économie et l'exigence de la population à limiter le flux et faire intégrer les migrants. Il faudra donc trouver un équilibre sur le flux migratoire pour garder un contrôle et satisfaire les populations.

En plus du contrôle du flux migratoire, il faut ensuite gérer l'intégration de cette immigration. En effet, avant même de demander un flux migratoire, il faut mettre à profit le potentiel de son pays afin d'avoir moins besoin de main d'œuvre. Cela serait possible si les pays parvenaient mieux à intégrer les chômeurs de leur pays. Si le flux migratoire n'est pas géré, cela pourrait avoir l'effet d'une véritable bombe social dans les pays de l'UE.

## 2. Perspectives politiques, sociales, économiques et militaires de l'UE

« *La vieille Europe ; elle ne revivra jamais : La jeune Europe offre-t-elle plus de chances ?* », cette citation de François René de Chateaubriand, pourtant né et mort bien avant la fondation de l'UE peut encore être utilisée aujourd'hui ou nous sommes probablement à un tournant de l'Union Européenne. En effet nous avons vu les défis majeurs auxquels fait face l'UE et surtout les nouveaux défis à relever, ainsi, pour rester pérenne et garder son dynamisme il va nécessiter une forte unicité des pays membres afin de tous marcher dans le même sens et construit cette maison commune européenne.

### Perspectives politiques

Nous avons vu que la manière de gouverner en Europe ne correspond plus à la forme actuelle de l'Union Européenne et que cette dernière est de plus en plus discréditée par certains de ses états membres. Le climat actuel, notamment à cause du Brexit et de la montée du populisme joue beaucoup sur l'état d'esprit des électeurs qui veulent du changement dans

un sens ou dans l'autre. S'ils s'expriment souvent lors des scrutins nationaux pour exprimer leur mécontentement, les prochaines élections européennes du mois de mai risquent bien de changer le visage politique de l'Union Européenne ou à défaut en cas de très forte abstention de remettre en question sa légitimité. Ce scrutin du mois de mai peut très bien devenir le déclencheur d'un changement politique décisif pour l'Europe.

### Perspectives sociales

10 ans après la crise financière, l'Europe se remet peu à peu et retrouve un taux de chômage équivalent à celui d'avant crise. Ce taux reste très élevé dans certains pays comme la France et l'Espagne. Elle va donc naturellement continuer à encourager les pays où les taux sont bas.

L'Europe mène aussi beaucoup d'autres politiques comme le congé parental qui devient acquis dans beaucoup de pays pour s'inscrire dans le mouvement pour l'égalité qui prend de plus en plus d'importance. Il y a aussi la création de nouveaux organismes européens telle que l'autorité européenne du travail, où de réglementation comme la création d'un numéro de sécurité sociale européen. Ces politiques sont faites pour développer une Europe plus sociale et surtout renforcer l'unité avec des fonctionnements communs.

### Perspectives économiques

Après une année de tension commerciale entre les Etats-Unis, Bruxelles revoit son objectif de croissance à la baisse mais aussi son estimation pour les années à venir. Même la Banque Central Européenne, chargée de réguler la zone Euro, tire la sonnette d'alarme estimant qu'il y a des risques pour la croissance.

La BCE poursuit son objectif d'inflation de 2% tout en le révisant à la baisse. Malgré cela, la BCE va poursuivre sa politique accommodante afin de stimuler la zone euros pour maintenir la croissance, le dynamisme et la confiance en l'Euro. Elle pourra par exemple faire des prêts à des banques qui en ont le besoin à taux zéro.

L'Europe doit donc faire face à ses difficultés commerciales notamment à celles que vont engendrer le Brexit qui forcent l'UE à naviguer à vue dans cette situation inédite, ou la

situation avec les Etats-Unis. Elle devra traverser de nombreuses années dans un climat d'incertitude et espérer que la situation ne se dégrade pas pour garder une zone euros stable et une BCE favorable.

### Perspectives militaires

L'Europe fait partie en grande majorité de l'Otan, et l'organisation à maintenant 70 ans. L'Otan a traversé plusieurs phases critiques au cours de ses sept décennies, mais elle s'est récemment montrée plus fragile notamment à cause du retrait des Etats-Unis dans le conflit de l'Etat Islamique mais les menaces ne sont pas pour autant écartées. Il faut prendre en compte la présumée menace russe qui se dévoile de plus en plus. L'Otan et donc l'Europe devra y faire face.

L'Otan doit gérer sa politique en interne et ainsi gérer sa pérennité, le président américain se montrant de plus en plus réservé, et traiter les divergences d'opinion sur l'ingérence Russe qui n'est pas la même menace pour tout le monde.

L'Otan devra par ailleurs prendre en compte la question de la dépense militaire qui est en hausse, il faudra donc gérer le budget tout en s'imposant des objectifs réalisables, notamment dans le cadre du déploiement de matériels en Europe de l'Est pour faire face toujours à cette menace Russe qui n'est pas sans rappeler une période trouble du XX<sup>ème</sup> siècle.

## VI. Conclusion

Nous avons pu voir que l'Union Européenne est le fruit d'une construction complexe pour créer une superpuissance mondiale dans un climat tendu lors de sa création. Aujourd'hui l'UE est restée très proche de l'idée de base même si les pays se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas aller assez loin sur certains points à cause de leurs identités propres, cette identité personnelle à chaque pays qui en fait aussi son originalité et sa force. Même si cela fait maintenant plusieurs décennies que l'UE existe, elle est en constante mutation pour faire face aux dangers internes et externes qui la menacent et tenter de garder le rythme dans une mondialisation toujours plus intense.

Evidemment, tout n'est pas parfait au sein de l'UE, et de nombreux problèmes restent à solutionner cependant il est bon à rappeler, pour paraphraser Willem-Alexander (Roi des Pays-Bas) que depuis le plan Schuman aucun coup de feu n'a plus été échangé en Europe prouvant d'ores et déjà que le but de maintenir la paix sur cette partie du continent est réussie. Enfin, et puisque de nombreux grands hommes avant nous et après nous parleront de cette Europe nous voulons terminer par cette citation de Herman Van Rompuy, Président du conseil européen de 2010 à 2014 : « *La soi-disant lenteur de l'Europe désespère tant ses fidèles que ses détracteurs. "Dépêche-toi, chérie", crient les premiers ; "quelle léthargie", ironisent les derniers. A tous ces mécontents il faut répondre, avec Galilée : et pourtant, elle tourne* ».

## VII. Sources

[https://www.entreprises-et-decideurs.fr/La-BCE-plus-accommodante-pour-soutenir-l-activite-de-la-zone-euro\\_a1722.html](https://www.entreprises-et-decideurs.fr/La-BCE-plus-accommodante-pour-soutenir-l-activite-de-la-zone-euro_a1722.html)

<http://www.francesoir.fr/politique-monde/otan-70-ans-la-menace-russe-hausse-depenses-militaires-europe>

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/zone-euro-bruxelles-revoit-fortement-a-la-baisse-fortement-sa-prevision-de-croissance-2019-962611>

<https://books.openedition.org/septentrion/15992?lang=fr>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Union\\_europ%C3%A9enne](https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_europ%C3%A9enne)

<https://actu.orange.fr/politique/les-francais-un-sentiment-europeen-teinte-de-paradoxe-l-analyse-de-bruno-cautres-magic-CNT000001ezdlQ.html>

[https://www.rtf.be/info/article/detail\\_quel-est-le-probleme-en-europe-paul-krugman?id=9924922](https://www.rtf.be/info/article/detail_quel-est-le-probleme-en-europe-paul-krugman?id=9924922)

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/leurope-une-economie-surestimee-302315>

<https://www.la-croix.com/Monde/Europe/INFOGRAPHIE-nationalistes-gagnent-terrain-pays-l-Union-europeenne-2018-06-01-1200943765>

<https://www.touteurope.eu/thematique/l-europe-en-infographies-et-datavisualisations.html>

<https://europa.eu>

<http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Actualites/Le-FEDER-qu-est-ce-que-c-est>

[http://www.europedia.moussis.eu/books/Book\\_2/2/1/1/02/index.tkl?lang=fr&s=1&e=10](http://www.europedia.moussis.eu/books/Book_2/2/1/1/02/index.tkl?lang=fr&s=1&e=10)

[http://www2.ac-](http://www2.ac-lyon.fr/lyc01/cotiere/IMG/pdf/chapitre_L_echelle_continentale_Le_projet_d_une_Europe_politique_depuis_le_Congres_de_La_Haye_en_1948.pdf)

[lyon.fr/lyc01/cotiere/IMG/pdf/chapitre\\_L\\_echelle\\_continentale\\_Le\\_projet\\_d\\_une\\_Europe\\_politique\\_depuis\\_le\\_Congres\\_de\\_La\\_Haye\\_en\\_1948.pdf](http://www2.ac-lyon.fr/lyc01/cotiere/IMG/pdf/chapitre_L_echelle_continentale_Le_projet_d_une_Europe_politique_depuis_le_Congres_de_La_Haye_en_1948.pdf)

<https://www.oecd.org/fr/eco/etudes/Union-Europeenne-2018-OCDE-etudes-economiques-synthese.pdf>